
Une ONG dénonce des négligences dans le « Plan Consolidación »

Date de parution	10 Janvier 2013
Dans	El Tiempo
Auteur(s)	Sergio Gomez Maseri
Source directe	http://www.eltiempo.com/politica/denuncian-descuido-del-plan-consolidacion_12505844-4
Thème(s)	USA-Colombie, Sécurité et développement
Traduction par	Marie-Thérèse SOTTAS (Bénévole Ecole de la Paix)

D'après l'ONG WOLA¹, priorité a été donnée au processus de paix et au Programme de Restitution des Terres.

Ainsi, ce plan, qui est la charte de l'Etat pour récupérer intégralement les zones les plus affectées par la présence des acteurs armés illégaux, est en train de passer au deuxième plan pour le gouvernement Santos.

Telle est la conclusion d'un long rapport² établi à Washington par l'influente ONG Wola et écrit par Adam Isacson, analyste de cette organisation pour les sujets de sécurité régionale.

Le rapport est le résultat de plusieurs années d'études, entretiens et visites de chantier dans les zones où ce programme a été mis en œuvre, qui a débuté en 2006 sous la tutelle de Santos lui-même, alors ministre de la Défense, et est fortement soutenu par les Etats-Unis.

« Au long de notre enquête nous avons vu comment l'idée de rendre le contrôle aux civils à travers des programmes de stabilisation - comme le Plan Consolidación - a perdu peu à peu de l'importance, non seulement en Colombie mais aussi dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, où les Etats-Unis mettaient en oeuvre des modèles similaires », dit Wola dans le rapport qui s'intitule « Consolider Consolidación ».

L'idée du *Plan Consolidación* a commencé à prendre forme dès 2004, quand aussi bien le gouvernement colombien que le gouvernement des Etats-Unis ont compris qu'il était nécessaire de construire l'Etat dans les zones de conflit qu'on tentait d'arracher avec beaucoup de difficultés aux groupes armés illégaux. En d'autres termes, une fois que les militaires avaient sécurisé ces zones, il était impératif d'avoir une stratégie pour mener à bien le développement et la gouvernabilité qui assureraient la conquête.

Le concept a pris forme en 2006 quand Santos et l'ambassade des Etats-Unis à Bogotá ont choisi 15 zones du pays (environ 100 communes) où étaient présentes la guérilla ou d'autres groupes illégaux, où existait des cultures de coca ou qui servaient de corridors pour le trafic de drogues et d'armes. La Macarena (Meta) et Montes de Maria (Sucre et Bolivar) ont été choisis pour mener les programmes pilotes.

Jusqu'à aujourd'hui, selon le rapport, les Etats-Unis ont investi entre 500 millions et 1 milliard de dollars pour soutenir cette initiative.

En accord avec le rapport, si le *Plan Consolidación* est parvenu à des progrès notables en ce qui concerne les conditions de sécurité dans plusieurs zones du pays, il n'a pas eu beaucoup de succès au moment de transférer le pouvoir aux autorités civiles qui, dans leur majorité, sont restées absentes. WOLA souligne la faible participation des ministères comme ceux de l'Agriculture, de l'Education, des Transports et de la Justice, qui sont essentiels si l'on recherche la gouvernabilité.

A son avis, il est probable que nombreux sont ceux qui ne voient pas la nécessité d'employer leurs faibles ressources dans des zones éloignées et à faible densité (de population). Ainsi donc, soutient l'ONG, plus que

¹ NDLT: Washington Office on Latin America. ONG de promotion des droits humains, de la démocratie et de la justice sociale qui travaille avec des partenaires en Amérique Latine et Caraïbes, notamment sur les politiques états-uniennes dans cette zone. Site Internet : www.wola.org

² NDLT : Rapport complet (en anglais), disponible sur http://www.wola.org/files/Consolidating_Consolidation.pdf

comme une récompense beaucoup de fonctionnaires de ces institutions verraient leur mutation à ces zones du pays comme un châtement.

D'après le rapport, le vide et le manque d'opportunités économiques minent peu à peu la confiance de la population dans les intentions du gouvernement et ont fait que beaucoup sont retournés à la coca.

L'ONG considère comme justifiée la frustration perçue dans certains secteurs du gouvernement devant la lenteur du programme, ainsi que pour ses coûts excessifs et sa difficile mise en oeuvre. Mais ensuite elle exprime son inquiétude car il ne semble pas qu'il existe d'autre plan qui puisse remplacer celui-ci.

« Le gouvernement colombien qui a joué son rôle en 2010 a donné plus d'importance au processus de paix et au programme de restitution des terres. Ces efforts sont audacieux et nécessaires mais même s'ils sont couronnés de succès et que la guérilla disparaît de la carte la Colombie se trouvera face à un énorme vide du pouvoir dans de grandes zones du pays. Ces vides généreront une nouvelle violence et rendront plus difficile la restitution s'il n'y a pas de plan. Et ce plan c'est le Plan Consolidación » dit le rapport.

D'après WOLA, le programme a peu à peu disparu du discours officiel et il est passé d'un budget de 320 milliards de pesos en 2010 à 125 milliards en 2011.

De plus il ne sera concentré sur 15 zones et 100 communes mais seulement sur 7 zones et 51 communes.

WOLA soutient aussi que même si le gouvernement dit qu'il veut « institutionnaliser » le programme pour le rendre pérenne, ce processus a été lent et bureaucratique.

De fait, affirme le rapport, la supposée institutionnalisation s'est vue freinée par des pressions pour que soient nommées aux charges importantes de Consolidation des personnes moins qualifiées mais ayant des liens étroits avec les partis politiques.

Et, il fait mention du fait qu'il a été demandé à son ancien directeur, Alvaro Balcázar, de donner sa démission en septembre de l'année dernière pour s'être opposé à ces nominations.

Pour le remplacer, dit WOLA, on a nommé Germán Chamorro, un vétérinaire qui a dirigé la campagne de Santos dans le Nariño et qui a peu d'expérience en matière de sécurité et de développement.

« Moi, ce qui m'inquiète c'est que cela devienne un nouveau PLANTE » dit une source citée dans le rapport, faisant allusion au programme de développement qui a été mis en oeuvre sous le gouvernement d'Andrés Pastrana (NDLT : 1998-2002).

D'après le rapport, l'abandon du *Plan Consolidación* coïncide avec *«Espada de Honor»* (NDLT : Epée d'Honneur), la nouvelle stratégie du ministère de la Défense pour affaiblir ou éliminer les structures des groupes irréguliers. Cette stratégie met l'accent sur les services de renseignements et le pouvoir aérien mais n'envisage pas de composante civile ni la stabilisation des zones, comme c'était le cas de *Consolidación*.

En d'autres termes, un retour à la lutte anti-insurgé ou antiterroriste classique - dans le style de ce que font les Etats-Unis en Afghanistan-, qui a des coûts économiques et humains plus bas que la consolidation des zones mais qui d'après WOLA ne résout pas le problème.

« Il est possible que ce qu'on entend sur la stagnation ou le recul de Consolidación soit erroné et que la (dite) institutionnalisation progresse en silence et en marge du regard public. Cependant notre crainte c'est que Consolidación ait demandé l'appui des plus hauts niveaux du gouvernement Santos et que d'autres modèles, plus orientés vers le pouvoir militaire et moins vers la gouvernabilité, soient en train de le remplacer » conclut le rapport.

Selon l'ONG, abandonner le programme serait une grave erreur car cela renverrait de nouveau à l'oubli certaines zones du pays, laissant ainsi le terrain préparé pour de nouvelles poussées de violence et de délinquance.

EL TIEMPO a essayé d'entrer en communication avec Germán Chamorro, actuel directeur d'Unité de Consolidación, pour connaître son opinion sur ce sujet et la dénonciation de l'ONG WOLA, mais celui-ci n'a pas répondu aux appels de ce journal.